

# A Fairer System: Converting Exemptions to Credits

CAI  
FN  
-87T11D



Canada

## A Fairer System

The key measure making personal income tax fairer is the replacement of personal income tax exemptions and many deductions with tax credits.

The use of credits to strengthen tax fairness is already well established in our tax system. In 1985 the government introduced a major enrichment of the refundable child tax credit, to be phased in over four years as the child tax exemption was reduced. This change targeted more tax benefits to lower-income families with children.

The refundable sales tax credit was introduced in 1986 to offset the effects of changes in the federal sales tax on lower-income Canadians. This credit will be increased in 1988. It will be enriched and extended in stage two of tax reform.

## Lower Rates, Fairer System

Converting exemptions to credits plays an important role in balancing the overall tax reform package. It complements the lowering of tax rates and simplification of the tax rate structure. The present 10 tax brackets, with federal tax rates rising as high as 34 per cent, will be reduced to three brackets for tax year 1988.

Taxable income	Tax rate*	Proportion of taxpayers
Up to \$27,500	17%	66%
\$27,501 — \$55,000	26%	29%
\$55,001 and over	29%	5%

\* These rates apply to the portion of a taxpayer's income that falls within the ranges shown.

## Why Credits Are Fairer Than Exemptions

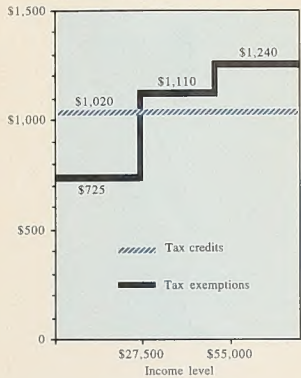
Exemptions and deductions reduce taxable income. The higher your taxable income, the higher your tax rate and the greater your tax saving from the exemption or deduction.

For example, a \$1,000 deduction is currently worth only \$60 to a taxpayer in the lowest federal tax bracket while taxpayers in the highest bracket benefit from a \$340 reduction in their taxes.

Credits are fairer and easier to understand. They directly reduce tax payable. Credits are worth the same amount to all taxpayers regardless of their income level.

## Tax Credits Are The Same For All

### Tax Exemptions Are Not



The 1988 personal tax exemption would have been \$4,270. At different income levels, it would have been worth different amounts in actual tax savings, as shown by the black line. The 1988 tax credit (blue) gives all taxpayers the same tax savings.

## The New Credits

The basic new personal tax credits and the exemptions and deductions they will replace are shown below. The right-hand columns show the value of the current exemptions and deductions to taxpayers in the lowest and highest tax brackets.

## Other New Credits

Many other deductions will be converted into federal tax credits at 17 per cent of their value. This means they will be worth the same to all taxpayers. Credits will replace deductions for employees' Canada and Quebec pension plan contributions and unemployment insurance premiums, tuition fees and education expenses (credit transferable up to \$600), eligible medical expenses above 3 per cent of net income, the first \$1,000 of private pension income, and charitable donations (17 per cent for the first \$250 and 29 per cent for further donations).

## Ensuring Fairness

The replacement of many exemptions and deductions helps to ensure the fairness of measures which are necessary to fund lower tax rates. For example, the new credits are designed to protect lower-income Canadians from the effects of eliminating the \$500 employment expense deduction and the \$1,000 investment income deduction.

If the old exemptions and deductions were continued, the new rate structure could mean a tax increase for many lower-income Canadians. With the new credits in place, the vast majority of lower-income Canadians will get a tax cut and about 850,000 will no longer pay federal income tax.

The use of tax credits instead of deductions is the key to fairer tax treatment of charitable donations and educational expenses.

Tax credits will also eliminate the current tax disincentive for a spouse to become a second-income earner in the family.



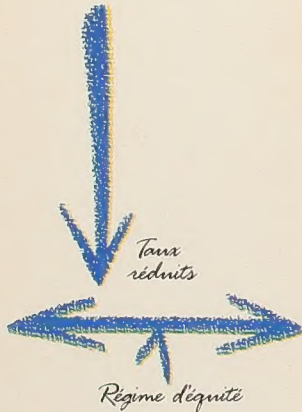
	Federal tax* value for all taxpayers	Federal tax value of current exemptions with new rates	
		0 — \$27,500 of taxable income	Over \$55,000 of taxable income
New tax credits — 1988			
Basic personal	\$1,020	\$725	\$1,240
Married or equivalent	850	635	1,085
Age (65 and over)	550	455	775
Disability	550	495	845
Dependant under 18**	65	65	115
Infirmandependant (over 18)	250	250	425

\* The value of the federal credit is about two-thirds of its total value in all provinces except Quebec since Quebec levies its own personal income tax. For example, the basic personal credit of \$1,020 on federal tax will reduce provincial taxes by an average of about \$560 for a total value of \$1,580.

\*\* Under present law, the child tax exemption is scheduled to equal the value of the family allowance by 1989. The new credit has been set at a level equal to 17 per cent of the estimated family allowance payable in 1988.

Réforme fiscale 1987

Un système plus équitable:  
Conversion des exemptions en crédits



Un système plus équitable

La principale mesure qui rend l'impôt des particuliers plus équitable est le remplacement des exemptions personnelles et d'un grand nombre de déductions par des crédits d'impôt.

Le recours à des crédits d'impôt pour renforcer l'équité fiscale est déjà bien établi dans notre régime. En 1985, le gouvernement avait apporté au crédit d'impôt remboursable pour enfants une importante amélioration dont la mise en oeuvre était répartie sur quatre ans, pendant que l'exemption fiscale au titre des enfants devait être réduite. Ce changement a permis de mieux canaliser les avantages fiscaux aux familles à revenu modeste qui ont des enfants.

Le crédit remboursable au titre de la taxe de vente a été institué en 1986 afin de protéger les Canadiens à revenu modeste de l'effet des changements de la taxe fédérale de vente. Ce crédit sera augmenté en 1988. Il sera encore enrichi et élargi à la deuxième étape de la réforme fiscale.

Des taux moins élevés, un régime plus équitable

La conversion des exemptions en crédits contribue de manière importante à équilibrer le train de mesures de la réforme fiscale. Elle complète l'abaissement des taux d'imposition et la simplification de la structure des taux. Les 10 paliers d'imposition existants, dont les taux vont jusqu'à 34 pour cent au fédéral, seront ramenés à trois paliers pour l'année d'imposition 1988.

Revenu imposable	Taux d'imposition*	Proportion des contribuables
Jusqu'à \$27,500	17%	66%
\$27,501 - \$55,000	26%	29%
\$55,001 et plus	29%	5%

\* Taux applicables à la partie du revenu qui tombe dans les catégories indiquées.

Pourquoi les crédits sont plus équitables que les exemptions?

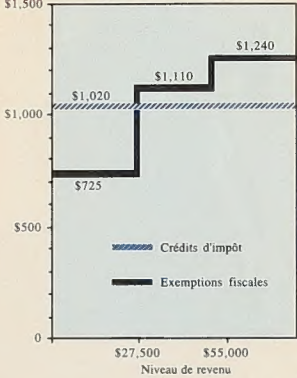
Les exemptions et déductions réduisent le revenu imposable. Plus votre revenu imposable est élevé, plus votre taux d'imposition monte et plus l'économie d'impôt procurée par une exemption ou une déduction est importante.

Par exemple, une déduction de \$1,000 ne vaut que \$60 pour un contribuable imposé au palier le plus bas au fédéral, tandis qu'elle procure une réduction d'impôt de \$340 aux contribuables imposés au taux le plus élevé.

Les crédits sont plus justes et plus faciles à comprendre. Ils diminuent directement l'impôt à payer. Ils ont la même valeur pour tous les contribuables, peu importe leur revenu.

Les crédits d'impôt sont les mêmes pour tous

Mais pas les exemptions



L'exemption personnelle aurait été de \$4,270 en 1988. L'épargne fiscale aurait des valeurs inégales, selon le niveau de revenu (ligne noire). Le crédit d'impôt de 1988 (ligne bleue) assure la même épargne fiscale à tous les contribuables.

Les nouveaux crédits

Les nouveaux crédits d'impôt personnel de base et les exemptions et déductions qu'ils remplaceront sont indiqués ci-dessous. Les colonnes de droite indiquent la valeur des exemptions et déductions actuelles pour des contribuables situés aux paliers d'imposition le moins élevé et le plus élevé.

Nouveaux crédits d'impôt - 1988	Valeur fiscale* (au fédéral) pour tous les contribuables	Valeur fiscale (au fédéral) des exemptions actuelles avec les nouveaux taux	
		\$0 - \$27,500 de revenu imposable	Plus de \$55,000 de revenu imposable
Personnel de base	\$1,020	\$725	\$1,240
Personne mariée ou équivalent	850	635	1,085
Personne âgée (65 ans et plus)	550	455	775
Invalidité	550	495	845
Personne à charge moins de 18 ans**	65	65	115
Infirmes à charge, 18 ans ou plus	250	250	425

\* La valeur du crédit fédéral est d'environ deux tiers de sa valeur totale dans toutes les provinces sauf le Québec qui prélève ses propres impôts. Par exemple, le crédit personnel de base de \$1,020 sur l'impôt fédéral réduira l'impôt provincial d'environ \$560 en moyenne, pour une valeur combinée de \$1,580.

\*\* D'après la loi actuelle, l'exemption pour enfants doit être égale à la valeur de l'allocation familiale d'ici 1989. Le nouveau crédit a été fixé à un taux égal à 17 pour cent de l'allocation familiale prévue pour 1988.

Autres crédits nouveaux

Beaucoup d'autres déductions seront converties en crédits d'impôt fédéral à 17 pour cent de leur valeur. Ils auront donc la même valeur pour tous les contribuables. Des crédits remplaceront les déductions au titre des cotisations d'employés aux Régimes de pensions du Canada, de rentes du Québec et d'assurance-chômage; la déduction pour frais de scolarité et études (transférable jusqu'à \$600); les frais médicaux admissibles au-delà de 3 pour cent du revenu net; les premiers \$1,000 de revenu de pension privée et les dons de charité (17 pour cent jusqu'à \$250 de dons et 29 pour cent pour le surcroît de dons).

Équité améliorée

Le remplacement de nombreuses exemptions et déductions contribue à assurer l'équité des mesures nécessaires au financement des taux d'imposition moins élevés. Par exemple, les nouveaux crédits sont conçus de manière à protéger les Canadiens à revenu modeste de l'effet de l'élimination de la déduction de \$500 pour frais d'emploi et de la déduction de \$1,000 pour revenu de placement.

Si les exemptions et déductions étaient maintenues, la nouvelle structure de taux pourrait entraîner une hausse d'impôt pour un grand nombre de Canadiens à revenu modeste. Grâce aux nouveaux crédits, la grande majorité des Canadiens à revenu modeste bénéficiera d'une réduction d'impôt, et environ 850,000 ne paieront désormais plus d'impôt fédéral.

L'utilisation de crédits d'impôt plutôt que de déductions est la clé du régime fiscal plus équitable des dons de charité et des frais d'études.

Les crédits d'impôt élimineront aussi l'effet de dissuasion exercé actuellement par le régime fiscal sur un conjoint qui veut apporter un second revenu à la famille.

